

37^{ème} CONGRÈS DU PCF

SECTION TOULOUSE-CENTRE

FÉDÉRATION DE HAUTE-GARONNE

CONTRIBUTION GÉNÉRALE DE LA SECTION TOULOUSE-CENTRE

Dans le cadre du XXXVII^e congrès du Parti Communiste Français, la section de Toulouse - centre souhaite apporter sa contribution à l'élaboration collective d'une base commune. Cette contribution est le résultat d'une réflexion des communistes de la section et reflète, par-delà la diversité de leurs analyses politiques ou stratégiques, les points qui les rassemblent dans leur vision du communisme et du PCF.

Ainsi, nous contribuons collectivement à ce travail démocratique que doit être l'élaboration d'un texte de congrès.

Nous, communistes, nous interrogeons sur la valeur et la portée réelle sur la stratégie et la vie du parti des textes de congrès votés depuis plus de 20 ans. Pour changer cela, la méthode d'élaboration des textes doit être revue. Il ne s'agit pas ici de développer in extenso nos arguments, mais de nous interroger sur ce qu'est **être communiste au XXI^e siècle**, afin de définir les axes de réflexion à développer. Cette démarche aurait dû être suivie par nos instances nationales pour qu'une réelle consultation de la base militante ait lieu, pour « que les bouches s'ouvrent » (M. Thorez). Appliquer cette démarche, afin que le texte soit l'expression de la base, serait plus utile que de restreindre la possibilité de déposer des « textes alternatifs », même si nous considérons que cette pratique représente un danger historique dans l'organisation de tendances au sein du parti.

Démocratie dans le Parti

Ce constat nous amène directement à nous interroger sur la réelle mise en œuvre de la démocratie au sein du PCF. Le parti doit pouvoir **assurer la circulation des idées et des initiatives, de chaque communiste et des organisations de base, en respectant l'appréciation et le point de vue du plus grand nombre.** Ces échanges, proches de la réalité du terrain, donneraient à une direction, rajeunie et renouvelée régulièrement, la responsabilité d'analyser et de prioriser ce foisonnement d'idées et d'actions avant de le rendre commun. Nous devons répondre à ces questions pendant le congrès, certes, mais aussi dans nos pratiques quotidiennes et ce pour les années à venir.

Le corollaire à cette interrogation est la **prise en compte de la parole des communistes et les moyens qu'ont les militants de se retrouver dans les décisions fédérales et nationales.** Ainsi, lors des dernières échéances électorales, sans considérer la parole des communistes, le PCF a opté pour s'inscrire dans des démarches populistes et anti-démocratiques comme les processus « citoyens »

sur Internet ne reposant sur aucune ligne politique claire et qui ne sont qu'une addition d'opinions individuelles et non le résultat de l'élaboration collective d'une position. Nous pensons que notre Parti doit avant tout porter une politique claire, nationale, et élaborée démocratiquement au sein du PCF.

Au vu de ce constat, nous nous interrogeons sur l'annonce de « la porte ouverte » aux « primaires à gauche ». Outre le fait que les primaires ne soient pas prévues par les statuts, cette annonce s'est faite sans aucune consultation de la base militante. La direction nationale n'aurait-elle pas dû attendre le congrès pour interroger les militants sur l'intérêt des primaires et avec qui les faire?

Nous pensons que cet état de fait a pour cause **l'absence, depuis des années, d'une ligne politique qui ne peut être claire que si elle est respectée dans les discours et actes des directions du PCF.** Nous pensons que cette ligne sera d'autant plus respectée qu'elle sera l'émanation de la base militante.

Nous regrettons le « découpage » choisi pour l'ordre du jour du congrès. Les trois points (texte de projet, perspective 2017 et transformation du PCF) sont, pour nous, liés. Les aborder séparément ne répond pas à notre attente d'une vision globale que devrait porter un texte de congrès déterminant une ligne politique et une stratégie.

L'idéologie dans le Parti

Cette vision globale doit porter la parole marxiste en prenant acte du fait, que, partout où les communistes ont disparu, en tant que parti ou organisation, la parole marxiste a, elle aussi, disparu.

Nous, communistes, pensons qu'il est indispensable de réaffirmer les fondements de la pensée marxiste. Le PCF doit affirmer que nous vivons dans une société capitaliste de classes, une dominante et une dominée, qu'elles sont antagonistes dans leurs intérêts, dans leurs modes d'expression et dans la conquête du pouvoir, et que le PCF représente les intérêts de la classe dominée. **Cette analyse marxiste, le parti doit la mener à la lumière des progrès récents en sciences humaines qui l'ont réhabilité.** Il doit aussi la mener à la lumière des évolutions scientifiques et technologiques qui ont profondément modifié les conditions de la domination. Enfin, nous devons effectuer un véritable travail d'analyse et de critique de l'histoire des pays communistes d'Europe de l'Est.

Le PCF doit continuer à affirmer que l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme passe par la fin de la domination capitaliste. La lutte idéologique contre la pensée capitaliste dominante ne peut pas se faire en utilisant le vocabulaire de cette classe. Pour cela, nous devons nous poser la question du langage que nous employons et de la **réhabilitation nécessaire du vocabulaire marxiste** (capitalisme, lutte des classes, plus-value...).

La lutte contre le capitalisme dominant ne peut se faire que dans un rapport de force dont les espaces d'expression doivent être les lieux où cette domination se manifeste le plus, notamment les lieux de création de richesse par l'exploitation du travail salarié ou non.

Ce constat doit nous amener à **mettre l'économie au centre de nos questionnements politiques**, qui sont au cœur du rapport de force à établir avec la classe dominante. Le PCF doit réaffirmer que c'est le politique qui régit l'économie et non l'inverse en répondant aux questions :

- **Quelle économie et organisation économique voulons-nous et pourquoi ?**
- **Que produisons-nous, comment et pourquoi ?**
- **Quels secteurs de l'économie doivent nécessairement être socialisés, nationalisés, étatisés ?**
- **Quelles positions par rapport aux structures du capitalisme mondialisé (OMC, FMI, ...)**

La réponse à ces questions doit se faire dans un souci de souveraineté nationale et d'indépendance économique. Elle doit interroger le PCF sur son rapport à la mondialisation des échanges et des relations économiques.

Pour autant, cette primauté de l'économie ne doit pas occulter les autres enjeux, à commencer par les questions régaliennes. Nous pensons qu'il est urgent, particulièrement face à la répression et au maintien de l'état d'urgence, de **clarifier nos positions sur les questions de sécurité et d'ordre public, à toutes les échelles territoriales**. Il nous semble que les désaccords profonds qui se sont manifestés entre beaucoup de militants et sympathisants, et les députés, lors du premier vote de l'état d'urgence, sont symptomatiques de l'absence totale et dommageable de réflexion avec la base militante sur ces sujets au sein du PCF. De même, le PCF n'est plus audible sur les questions de défense nationale. Nous pensons que ces questions sont fondamentales pour un parti marxiste qui souhaite gouverner.

Plus particulièrement, les questions de défense doivent être abordées pour **réaffirmer que la politique étrangère de notre pays a pour but l'établissement d'un monde en paix**. Le PCF doit continuer de se positionner en faveur de solutions politiques aux règlements des conflits, au détriment des solutions militaires, en réaffirmant la primauté de l'ONU et la disparition nécessaire de l'OTAN.

Au niveau européen, la lutte pour la création d'une Europe de peuples et de nations, souverains, solidaires, libres et associés, doit être au centre des débats du PCF sur l'Europe. Dans ce sens, bien des aspects de la question économique, notamment la souveraineté nationale, passent par un questionnement sur la place, le rôle et la nécessité de la monnaie unique européenne, des institutions capitalistes de Bruxelles et de tous les traités, surtout depuis celui de Maastricht (1992).

Stratégie du parti

Les modifications constitutionnelles apportées par l'intégration des traités européens, le passage du septennat au quinquennat et l'inversion du calendrier électoral posent la question de nos institutions. En effet, ces modifications ont renforcé l'aspect présidentiel du régime de la V^e République, système politique auquel nous avons toujours été opposés. Or, nous pensons que l'expression démocratique du peuple est plus à même de s'affirmer dans la diversité d'un régime parlementaire, dont les représentants sont élus au scrutin proportionnel.

Nous pensons également que **notre rapport à l'élection présidentielle doit être analysé** à la lumière de l'état électoral que représente, dorénavant pour le PCF, cette élection tout en considérant l'intérêt d'aller à ces élections pour porter les idées communistes.

Plus largement, nous faisons **le constat d'une politique illisible du PCF dans ses alliances électorales**. Depuis le programme commun des années 70, aucune configuration n'a été satisfaisante : des « années Mitterrand » à la gauche plurielle, des collectifs anti-libéraux de 2005 au Front de Gauche, des dernières élections (municipales, départementales et régionales) à l'éventualité de primaires avec le Parti Socialiste.

De plus, nous pensons que la lutte contre le capitalisme impose d'exclure toute alliance avec les partis qui ne dénoncent pas fermement la domination capitaliste.

Enfin, il est indispensable qu'une réelle réflexion soit menée au sein du PCF sur la question du Front de Gauche et sur notre démarche unitaire depuis son échec.

Nous n'acceptons plus le renoncement dans le discours du PCF et l'attentisme de la direction. Depuis plusieurs années, le PCF ne se positionne plus sur une démarche dynamique mais sur une stratégie flottante dans laquelle la démarche unitaire dissimule mal le manque de ligne et d'initiative.

Nous pensons que nous devons aller aux élections sur des programmes et du contenu élaborés à la base et pas en premier lieu sur des choix de personnes, comme peut le devenir l'organisation de la primaire pour 2017.

Vie du parti

Nous, communistes, sommes conscients des difficultés auxquelles nous faisons face. La perte de nos bases, militantes et électorales, ne nous amène cependant pas à penser que le seul avenir possible pour notre parti puisse être sa dissolution ou sa dilution dans un ensemble de gauche ou progressiste, pas plus qu'une démarche de repli sur lui-même.

Nous pensons qu'**il est temps que la ligne du parti soit déterminée et que la vie du PCF soit animée par ses militants et pas seulement par ses élus**, au regard du calendrier et des alliances électorales. Nous pensons également que nous devons régler la question des directions, locales et nationales, en termes d'âges, de représentativité par rapport au monde du travail et de longévité en termes de carrières et de mandats. D'où la nécessité de relancer les luttes pour un statut de l'élu permettant une rotation plus facile entre vie professionnelle et vie militante.

Nous pensons qu'il est vital de défendre l'« outil parti » et estimons que l'organisation des militants dans le cadre d'un parti est nécessaire. Nous refusons de participer à la banalisation d'un discours populiste et démagogique qui remet en cause les partis politiques et leurs militants, au détriment d'un vague et hypothétique mouvement citoyen sans réelles bases idéologiques. Nous devons combattre l'illusion de la « démocratie » par internet, ce qui ne signifie pas un refus d'utiliser et de promouvoir tout nouveau moyen de communication et de mise en réseau entre les individus.

Nous pensons que le moyen de stopper la perte de dynamique du PCF passe par un positionnement clair. Nous n'en sortirons ni par des renoncements et des abandons que nous n'avons jamais compensés, ni par la seule ambition de porter la « sensibilité » communiste au sein de la « gauche ».

Nous pensons aussi qu'il est essentiel de réfléchir sérieusement à la question du militantisme et des moyens d'action du PCF.

Pour nous, cela passe d'abord par le fait de **récréer les cellules, là où cela est possible**, constatant que leur suppression, loin de simplifier l'organisation des camarades a accéléré la baisse des effectifs du PCF. Leur suppression ne permet plus aux communistes de s'organiser au plus près de chez eux.

La question des cellules repose celle de la **présence des communistes dans les entreprises** quelle que soit leur forme et leur secteur d'activité, considérant qu'elles sont le lieu privilégié où doit être menée la lutte des classes. La présence des communistes auprès des travailleurs, actifs ou non, doit en priorité consister à permettre l'éducation politique des exploités. « Le premier devoir d'un communiste, c'est l'instruction » (Hô Chi Minh). Il s'agit d'un travail de longue haleine dans lequel nous devons urgemment nous réinvestir, en commençant par définir des espaces et des lieux prioritaires ou privilégiés. Ce combat ne doit pas négliger la structure de l'économie française et son morcellement en une myriade de formes et de sous-traitances. Il doit également être mené en **renforçant ces liens avec la Confédération Générale du Travail** partout où elle est présente et avec tous autres syndicats progressistes là où elle n'est pas représentée.

Avenir du parti

Nous, communistes, pensons qu'il est temps de poser la question de notre rapport aux forces socialistes, pas seulement en raison de la politique du gouvernement actuel, mais au regard de l'histoire de notre parti, et de la gauche en France et en Europe.

Nous pensons également qu'il est temps d'en finir avec cette pratique des alliances à géométrie variable lors des élections. Au-delà du manque total de lisibilité pour notre parti, le constat s'impose : aucune des stratégies adoptées n'a été satisfaisante lors des dernières élections régionales, que ce soit en partant seuls ou presque (comme en Rhône-Alpes-Auvergne), dans une démarche de Front de Gauche ou encore dans un fumeux rassemblement citoyen (comme en Midi Pyrénées Languedoc Roussillon), que certains tentent de faire passer pour une réussite électorale et politique.

Nous pensons que nous devons porter la réflexion sur l'avenir du PCF, mais aussi sur la situation des idées communistes dans le monde. Face à un capitalisme violent, dominant idéologiquement et économiquement, face au creusement des inégalités à l'échelle mondiale, face à l'aggravation des problèmes climatiques et écologiques, nous devons porter un discours qui, au-delà de la simple défense des conquêtes sociales, soit un discours de revendications et de luttes, pour de nouveaux droits. Nous devons sortir de l'approche sociétale des problèmes et renouer avec une vision et un

discours réellement communiste et proposer un projet de société de libération et d'émancipation de l'humanité.

Alors, nous appréhenderons de façon globale les problèmes et souhaits de la masse des classes dominées de ce pays, travailleurs salariés ou non-salariés, femmes, étrangers, étudiants, retraités... Cette condition nous semble incontournable pour que Le PCF élargisse son audience à ses sympathisants futurs militants, pour redevenir un parti de masse.

Bien plus qu'hier, la diffusion de la pensée communiste est confrontée à la concentration capitaliste des media. Le PCF doit de nouveau disposer d'un outil médiatique. L'abandon de notre organe central, bien qu'il ne survive que grâce à son lectorat communiste, nous semble une erreur. Nous pensons que *L'Humanité* doit être prioritairement le reflet des idées communistes et non pas celle des diverses tendances à la gauche du PS.

Au-delà, le PCF doit porter le combat pour une juste représentation de la parole politique sur l'ensemble des supports médiatiques : presse, radio, télévision, internet.

Sur le plan national, européen et international, face au capitalisme mondialisé et à une "nouvelle gauche" non communiste (Syriza, Podemos, ...), nous devons repenser **nos rapports aux différents partis et organisations** notamment communistes en Europe (KKE, PCE, PCP, ...) et dans le monde.

Face à un monde en mutation, confronté aux crises, résultant des contradictions capitalistes, le PCF doit réaffirmer ses idées, certes, mais doit être aussi capable de les expliquer, de les argumenter et de les transmettre. Il est donc indispensable d'être en mesure de **former sérieusement les militants**, nouveaux comme anciens, pour qu'ils puissent, dans leur militantisme, convaincre de la pertinence des idées communistes à la lumière des évolutions de notre société du XXI^e siècle.

Conclusion

En guise de conclusion à ces pistes de réflexion, nous affirmons que le PCF doit être marxiste du point de vue de son idéologie, et que son analyse de la société doit être basée sur la lutte des classes.

Nous sommes opposés tant à la dilution du PCF dans un vague mouvement citoyen qu'à sa disparition idéologique au profit d'ambitions électorales qui passent par une alliance avec des partis qui ne sont pas clairement opposés à la domination capitaliste, quand ils ne l'encouragent pas, voire même avec des partis anti-communistes. Pour autant, il ne s'agit pas de remettre en cause la démarche unitaire nécessaire à notre lutte, qui a toujours été celle du parti, ni de céder à un repli idéologique.

Nous, communistes, nous affirmons que l'objectif, à long terme, du PCF doit être de devenir un parti de masse qui défend les intérêts des dominés et qui fournisse aux citoyens des outils pour bâtir leur société. Une société de paix, de sécurité économique et d'émancipation.

La section Toulouse centre du PCF.